
Faire le lien entre les courants écologistes et le genre

Les femmes jouent souvent un rôle crucial dans les conflits environnementaux liés à l'extraction du pétrole, aux activités minières, à l'exploitation forestière, à l'aquaculture de crevettes et aux plantations d'arbres. Ces femmes courageuses n'hésitent pas à défier les pouvoirs politiques, les tyrans locaux et la violence armée pour protéger les ressources naturelles dont elles et leurs familles dépendent. Elles protègent leur culture, leur façon de vivre, les lieux sacrés et leurs moyens de subsistance. Bien que ce phénomène soit important il reste peu étudié ainsi que l'empowerment qui peut résulter de ces luttes. Cet article propose un panorama des différents courants écologistes qui existent et les relie avec leurs contreparties féministes afin de mettre en lumière les différentes manières politiques d'envisager le rôle des femmes dans les conflits environnementaux.

Les courants écologistes peuvent supporter différentes valeurs allant des plus conservatrices (la conservation des parcs nationaux au détriment du bien-être des populations autochtones ou locales, etc.) aux plus progressistes, dans lesquelles les préoccupations écologistes et l'équité sociale sont intrinsèquement liées, comme c'est le cas dans les mobilisations socio-écologistes liées à l'extraction (mines, forêts, pétrole) ou aux processus de production (aquaculture de crevettes, plantations d'arbres). Afin de comprendre ces différentes positions sur la scène politique, Martínez-Alier's (2002) a proposé de les diviser en trois catégories générales – détaillées ci-dessous. Par ailleurs, nous explorons comment ces courants s'articulent avec le genre.

Premièrement, Martínez-Alier (2002) identifie le “culte de la nature vierge” qui promeut la conservation d'une nature “originelle”, libre de toute intervention humaine. Son support académique est la biologie de la conservation – le WWF a une politique souvent proche de cette position, bien qu'actuellement il évolue vers la deuxième distinction de courants que nous faisons ci-dessous. La contrepartie “féministe” de ce courant est l'essentialisme, où les femmes et les hommes sont appréhendés comme psychologiquement différents du fait de leur nature biologique distincte. Leurs rôles traditionnels ne sont donc pas remis en question. L'émancipation des femmes, ou plutôt leur accomplissement, est atteint à travers la valorisation des tâches, caractéristiques et valeurs traditionnelles associées à leur genre. Dans les deux cas, l'objectif est d'allouer l'espace ou/et les corps à des activités différentes, d'une manière dualiste et complémentaire, telle que l'industrie et la conservation – sans questionner la croissance économique – ou les femmes et les hommes – sans questionner les relations de genre. Les intellectuels soutenant une position essentialiste ont appliqué le même type d'approche d'une nature vierge, sans tenir compte des rapports sociaux, aux relations des femmes avec la nature en argumentant que les femmes étaient plus proches de la nature que les hommes du fait de leur biologie. Ceci a donné naissance à une branche précoce de l'écoféminisme (Diamond and Orenstein, 1990; Plant, 1989), qui a été remise en question plus tard par d'autres intellectuels développant un écoféminisme matérialiste (Mellor, 1997).

Deuxièmement, le courant de “l'éco-efficience” cherche à rendre la croissance économique compatible avec la conservation environnementale, par l'évolution technologique et par les politiques économiques ayant pour but d'internaliser les externalités négatives du marché. Aujourd'hui, c'est le courant dominant et son principal support académique est l'économie environnementale. Il se matérialise dans des notions telles que la “modernisation écologique”, les “technologies propres”, la

“comptabilité verte”, etc. Ce courant est dominé par l’optimisme technologique et la croissance économique est vue comme un outil au service de la soutenabilité, tel que le promeut la Banque Mondiale. De manière croissante ce courant tend aussi à intégrer dans ses politiques une analyse de genre, mais d’une façon similaire à celle de l’approche des coûts environnementaux: comme une variable à internaliser. Sa contrepartie dans les études de genre se traduit par les changements politiques et institutionnels permettant aux femmes d’accéder par la discrimination positive aux opportunités et métiers traditionnellement masculins. Les questions de genre et d’empowerment sont généralement appréhendées dans le cadre du rattrapage des hommes par les femmes à travers leur insertion dans l’économie de marché (travail salarié, accès à la propriété, scolarisation). C’est souvent le modèle occidental masculin qui détermine les normes à atteindre, et de ce fait, se conforme à l’idéologie dominante du développement qui enjoint aux sociétés non-occidentales de rattraper les sociétés industrielles à travers leur insertion rapide dans l’économie de marché.

Troisièmement, il y a le courant que Martínez-Alier (2002) a appelé “l’écologisme des pauvres” – ou le mouvement pour la “justice écologique” ou “l’écologie de la libération” (Peet and Watts, 1996). Ce courant se manifeste à travers des conflits socio-écologiques contre l’exploitation industrielle des ressources naturelles (pétrole, activités minières et forestières) ou la production industrielle des ressources biotiques (plantations d’arbres, aquaculture de crevettes). Ils dénoncent et questionnent l’accès aux ressources naturelles et aux services environnementaux ainsi que la distribution des impacts de pollution ou d’autres impacts environnementaux qui découlent de la répartition inégale des droits de propriété et des inégalités de pouvoir et de revenus. Les protagonistes de ces conflits sont d’un côté l’Etat et/ou les compagnies privées et, de l’autre, les populations appauvries, rurales ou urbaines, faites de paysans, de populations autochtones ou de travailleurs, qui revendiquent plus de justice sociale. Ce courant reste souvent peu visible parce qu’il conteste le discours dominant de l’économie et du développement économique mais aussi parce que la catégorie “pauvre” est quelque peu vague. Cette catégorie englobe (1) des populations urbaines désavantagées, plus ou moins intégrées dans le système de marché mais n’ayant pas les moyens d’y vivre convenablement; (2) des populations autochtones qui ne sont pas intégrées dans le marché et considérées comme “pauvres” bien que la plus part ne le soient pas, car elles s’adaptent à leur richesse naturelle environnante sans l’épuiser; (3) des populations rurales qui ont été appauvries par le système de marché et qui luttent pour protéger les écosystèmes desquels elles dépendent. Bien sûr, tous les pauvres ne sont pas des écologistes, mais dans de nombreux conflits environnementaux les pauvres soutiennent la conservation des ressources naturelles parce que leur subsistance en dépend et pour protéger leur santé. Leur langage n’est pas unifié; ce n’est généralement pas celui des écologistes occidentaux, ni celui de l’économie standard: les populations locales utilisent le langage de la défense des droits humains, de la nécessité de subsister, du besoin de sécurité alimentaire, du respect pour le sacré, de la défense pour l’identité culturelle et les droits territoriaux. Cependant, le langage de l’écologisme occidental est de plus en plus utilisé pour des raisons stratégiques (communication, visibilité, protection), mais aussi car cela correspond bien à leurs revendications et car il s’opère une globalisation des préoccupations environnementales. De façon intéressante, les mouvements socio-écologistes qui sont parvenus à obtenir une visibilité internationale sont ceux qui ont combiné une identité culturelle spécifique (incluant les droits territoriaux, la subsistance, le sacré) avec des éléments d’écologisme occidental (conservation des écosystèmes, biodiversité). C’est le cas, par exemple, du mouvement des Seringueiros au Brésil (associé à Chico Mendes), des Chipko en Inde, et du Mouvement pour les Ceintures Vertes (GBM) au Kenya (associé à Wangari Maathai), mais c’est aussi le cas de nombreux autres mouvements plus récents tels que celui de FUNDECOL en Equateur contre l’aquaculture de crevettes.

Guha (2000) résume ainsi les différences entre le “culte de la nature vierge” et l’“écologisme des

pauvres”: “Pendant que les verts du nord ont été particulièrement attentifs aux droits des animaux et plantes persécutés et mis en danger, les verts du sud ont été généralement plus vigilants aux droits des membres les moins avantagés de leur propre espèce”. Le support académique de ce dernier courant serait l’anthropologie écologique, l’agro-écologie, l’écologie politique et parfois l’économie écologique.

La contrepartie féministe de ce courant pourrait être nommée l’“écoféminisme des pauvres” ou l’“écologie féministe de la libération”. Dans de nombreux conflits socio-écologistes les femmes jouent un rôle clé – comme c’est le cas dans les mouvements mentionnés ci-dessus. La division genrée du travail, du pouvoir et des droits d’accès aux ressources naturelles impliquent des responsabilités, connaissances et sphères d’action qui amènent les femmes et les hommes à percevoir de manière différente l’exploitation industrielle. En se mobilisant pour préserver les écosystèmes dont elles dépendent, les populations féminines appauvries entreprennent de nouvelles activités, s’approprient de nouvelles sphères d’action et, de ce fait, questionnent les identités et relations de genre dans leurs propres sociétés. En outre, dans certains cas elles tentent d’entrer en lien avec le marché à travers leurs propres réseaux d’organisation. Cet empowerment devient un processus émanant de la base. Les champs académiques qui supportent ces mouvements et analyse la façon dont les relations de genre structurent – et sont structurées par – la gestion de l’environnement, les politiques et changements environnementaux sont l’écologisme féministe (Agarwal, 1992), l’écologie politique féministe (Rocheleau et al., 1996), l’écoféminisme matérialiste ou socialiste (Mellor, 1997; Merchant, 1992), l’économie politique écoféministe (Mellor, 2006) et l’économie écologique féministe (Perkins and Kuiper, 2005; Perkins, 2007; O’Hara, 2009). Pendant que les deux premiers champs développent une approche basée sur des études cas, les deux suivants s’intéressent plus à la philosophie de la théorie économique. Le dernier, pour sa part, tend à intégrer ces deux approches en incorporant des éléments d’économie écologique tels que le temps, les économies locales, l’évaluation et la soutenabilité.

Le rôle des femmes dans les conflits environnementaux est souvent peu connu. Parfois, les femmes sont à l’origine des mobilisations, parfois elles mènent et organisent les luttes, parfois elles interagissent avec les hommes au sein de la mobilisation, parfois elles confrontent les hommes à travers les conflits et parfois certains hommes prennent un rôle de leader dans les luttes pendant que les femmes constituent la colonne vertébrale du mouvement. Ceci a différents types d’impacts en termes d’empowerment. Agarwal (2001) a proposé un tableau permettant d’analyser les différents types de rôles que les femmes assument:

Tableau 1. *Typologie de participation*

Forme/Niveau de participation	Traits caractéristiques
Participation nominale	Adhésion au groupe
Participation passive	Etre informée des décisions <i>à posteriori</i> ; ou participer aux réunions et au processus de prise de décision, sans prendre la parole
Participation consultative	Etre sollicitée pour des affaires spécifiques sans garantie d’influencer les décisions
Participation à des activités spécifiques	Etre sollicitée (ou s’offrir volontairement) pour prendre en charge des tâches spécifiques
Participation active	Exprimer son opinion, qu’elle soit sollicitée ou non, ou prendre des initiatives diverses
Participation interactive	Avoir droit à la parole et influencer les décisions du groupe

Les rôles des femmes dans les conflits socio-écologiques ont le potentiel de remettre en question la répartition des coûts et bénéfices liés à l'exploitation industrielle des ressources naturelles ainsi que de défier la domination masculine au niveau local. Lorsque les femmes prennent une part active dans les luttes – soit en les menant, les organisant ou en participant activement dans les prises de décision – elles redéfinissent leur position sociale dans leur propre culture et en même temps défient l'économie globale.

Par Sandra Veuthey, e-mail: sandra_veuthey@hotmail.com

References

- Agarwal, B., 1992. "The gender and environment debate: lessons from India". *Feminist Studies* **18**: 119–158.
- Agarwal, B. 2001. "Participation Exclusion, Community Forestry, and Gender: An Analysis for South Asia and a Conceptual Framework". *World Development* **29**(10): 1623-1648.
- Diamond, I., Orenstein, G.F. (Eds.), 1990. *Reweaving the World*. Sierra Club Books, San Francisco.
- Guha, R., 2000. *Environmentalism: A Global History*. Longman, New York.
- Martínez-Alier, J., 2002. *The Environmentalism of the Poor: A Study of Ecological Conflicts and Valuation*. Edward Elgar, Cheltenham.
- Mellor, M., 1997. *Feminism and Ecology*. University Press, New York.
- Mellor, M., 2006. "Ecofeminist political economy". *International Journal of Green Economy* **1**: 139–150.
- O'Hara, S., 2009. Feminist ecological economics: theory and practice. In: Salleh, A. (Ed.), *Eco-Sufficiency and Global Justice*. Pluto Press, New York, pp. 152–175.
- Peet, R., Watts, M., 1996. *Liberation Ecologies*. Routledge, London.
- Perkins, E., Kuiper, E., 2005. "Exploration: feminist ecological economics". *Feminist Economics* **11**: 107–150.
- Perkins, E., 2007. "Feminist ecological economics and sustainability". *Journal of Bioeconomy* **9**: 227–244.
- Plant, J., 1989. *Healing the Wounds: The Promise of Ecofeminism*. Green Print, London.
- Rocheleau, D., Thomas-Slayter, B., Wangari, E., 1996. *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*. Routledge, New York.